



Berne, le 27 mai 2009

Evaluation de la formation professionnelle initiale de deux ans avec attestation fédérale de formation professionnelle (AFP) Cahier des charges

1	SITUATION INITIALE ET OBJECTIFS	2
1.1	SITUATION INITIALE	2
1.2	OBJECTIF	2
2	QUESTIONS	3
2.1	CONTENU	3
2.2	QUESTIONS	3
2.3	DOCUMENTS	4
3	ASPECTS FORMELS	5
3.1	MANDAT	5
3.2	CALENDRIER	5
3.3	COLLABORATION AVEC LE MANDANT	6
3.4	CONTENU DES OFFRES	6
3.5	CRITÈRES D'ATTRIBUTION	6
3.6	DÉPÔT	6
3.7	PERSONNE DE CONTACT	7
3.8	CLAUSES DU CONTRAT	7

1 Situation initiale et objectifs

Le présent document sert de cahier des charges et de base de travail aux personnes et aux entreprises intéressées pour la conception de leur offre. Il explique le contexte du mandat, son contenu et l'organisation de projet et informe sur la forme des offres.

1.1 Situation initiale

L'Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie (OFFT) attache une grande importance à l'activité d'évaluation menée dans le cadre d'une compréhension étendue du controlling, le Conseil fédéral ayant demandé aux offices fédéraux, aux départements fédéraux et à la Chancellerie fédérale d'élaborer une stratégie spécifique d'évaluation de l'efficacité et de doter les services responsables des ressources nécessaires à la mise en œuvre et à l'accompagnement de cette évaluation de l'efficacité^{1,2}. En ce qui concerne la formation professionnelle, l'art. 66 de l'ordonnance sur la formation professionnelle (OFPr) dispose en outre que l'octroi d'une subvention à un projet implique l'évaluation des mesures prises. La loi sur la formation professionnelle (LFPr), enfin, prévoit que le développement de la formation professionnelle, lequel s'effectue sous la responsabilité de l'encouragement de projets selon la LFPr, doit être évalué de manière régulière. C'est pourquoi l'OFFT, de concert avec Interface, l'Institut de science politique de Lucerne, a élaboré un concept global d'évaluation du centre de prestations Formation professionnelle³. Divers thèmes à évaluer d'ici la fin 2009 y sont abordés. Les résultats de ces études d'évaluation seront intégrés dans les objectifs et les mesures scientifiques et de politique de la formation contenus dans le message sur l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation (message FRI) pendant les années 2010 à 2014.

1.2 Objectif

La formation professionnelle initiale de deux ans avec attestation fédérale de formation professionnelle (AFP) est un des thèmes que le concept d'évaluation prévoit de traiter. Cette nouvelle offre de formation a été introduite à l'art. 17, al. 2, LFPr. Les premières ordonnances sur la formation professionnelle initiale sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2005. A l'heure actuelle, 20 ordonnances sont entrées en vigueur et 14 autres doivent être mises en œuvre d'ici à 2011. Plus de 5000 contrats d'apprentissage AFP ont été recensés à la fin de l'année 2007. La formation professionnelle initiale de deux ans avec AFP s'adresse un à public spécifique. Le législateur souhaitait que la conception de l'AFP tienne particulièrement compte des besoins individuels des personnes en formation. Conformément au guide de l'OFFT concernant la formation professionnelle initiale de deux ans, l'AFP s'adresse en premier lieu aux jeunes et aux adultes dont les aptitudes sont essentiellement pratiques. La formation professionnelle initiale de deux ans prévoit un encadrement professionnel individuel des personnes en formation (art. 18 LFPr). Cet encadrement est proposé par les cantons sur la base des conditions cadre définies par la Confédération. La perméabilité entre l'AFP et le certificat fédéral de capacité (CFC) constitue en outre un principe important : pas de diplôme sans passerelle vers d'autres formations.

Quatre ans après l'autorisation des premiers contrats d'apprentissage AFP et trois ans après les premières procédures de qualification AFP, l'OFFT souhaite mener une première évaluation. Celle-ci examinera si les objectifs de la formation professionnelle initiale de deux ans sont atteints et proposera par la même occasion des mesures d'amélioration pour ce type de formation initiale. L'évaluation devra être conçue comme une évaluation orientée vers l'apprentissage, livrera aux

¹ Conseil fédéral suisse (2004) : *Umsetzung von Artikel 170 BV / Verstärkung der Wirksamkeitsüberprüfung*, Berne, 3 novembre (document non disponible en français).

² Office fédéral de la justice (2006) : Décision du Conseil fédéral du 3 novembre 2004 visant à renforcer au Conseil fédéral et dans l'administration fédérale l'évaluation de leur efficacité (complétée par les recommandations de la Conférence des secrétaires généraux (CSG) du 19 décembre 2005 sur les normes de qualité). Aperçu consolidé des décisions. Recommandations sur le calendrier d'exécution, Berne.

³ Konzept zur Evaluation der Projektförderung gemäss Berufsbildungsgesetz vom 3.7.2008 (document non disponible en français)

personnes responsables des réformes des professions un savoir opérationnel visant à optimiser le processus de formation et à assurer la qualité et présentera un ensemble d'influence. Une analyse différentielle des contenus permettra de répondre aux thèmes prioritaires suivants :

- Organisation des interfaces lors du passage I (de la scolarité obligatoire à une formation postobligatoire)
- Structure du processus de formation
- Organisation des interfaces lors du passage II (de l'AFP au marché du travail)

L'élaboration d'exemples de bonnes pratiques (*best practice*) permet d'adapter de manière optimale la structure du processus de formation aux besoins des personnes en formation. L'encadrement individuel ne fait pas partie de l'évaluation

2 Questions

2.1 Contenu

La formation professionnelle initiale de deux ans avec AFP est une nouvelle voie de formation. L'évaluation permettra de déterminer si les formations professionnelles initiales de deux ans sont utiles aux yeux des personnes en formation, des responsables de la formation et des employeurs. Font l'objet de l'évaluation les AFP déjà entrées en vigueur et l'organisation des thèmes prioritaires correspondants évoqués ci-dessus. Ce faisant, les AFP ne doivent pas être considérées de manière isolée, mais interprétées par rapport au système de formation professionnel dans son ensemble, donc en lien avec les formations professionnelles initiales de trois ans avec CFC d'une part et avec les différentes offres cantonales de préparation à la formation professionnelle initiale selon l'art. 12 LFPr d'autre part. Les AFP doivent être considérées dans le contexte des interfaces survenant lors des passages I et II.

2.2 Questions

L'évaluation répondra aux questions suivantes :

Organisation des interfaces lors du passage I

- Comment le passage entre le degré secondaire I à une formation professionnelle initiale de deux ans se présente-t-il : dans quelle mesure les jeunes pour lesquels la formation professionnelle initiale de deux ans a été créée conformément à la LFPr et au guide s'engagent-ils dans ce type de formation ?
- Dans quelle mesure les formations présentant un profil d'exigences bas (préparation à la formation professionnelle initiale selon l'art 12 LFPr, formation pratique INSOS, formation élémentaire AI) mènent-elles à une AFP ? Quelle est la proportion de jeunes qui effectuent une formation professionnelle initiale avec AFP à l'issue de ce type de formation ?
- Des groupes de personnes qui n'ont pas réussi à accéder aux AFP apparaissent-ils ? Des critères permettant de réussir ce passage vers les AFP se dessinent-ils ?
- Quels facteurs d'encouragement aident les individus à accéder à une formation professionnelle initiale de deux ans ? Quels facteurs sont particulièrement importants ?
- Dans quelle mesure les mesures prises au niveau systémique permettent-elles l'accès à une formation professionnelle initiale de deux ans ?
- Dans quelle mesure les responsables de la formation en entreprise considèrent-ils que l'AFP est adaptée au groupe cible ? D'après quels critères décident-ils d'accepter un jeune dans une formation AFP ?
- Les cantons procèdent-ils à un tri entre AFP et CFC ? Quels en sont les critères ? Quelle procédure a fait ses preuves ?

Structure du processus de formation

- Combien de contrats d'apprentissage sont dissous au cours de la formation ? Le cas échéant, quels sont les facteurs déterminants ?

- Quelle proportion les dissolutions de contrats d'apprentissage AFP représentent-elles par rapport aux dissolutions de contrats d'apprentissage CFC ?
- Combien de personnes terminent leur formation avec succès ?
- Quelles possibilités d'attestation de formation sont proposées par les cantons en cas d'échec à la procédure de qualification ?
- Quelles mesures d'encouragement sont proposées durant la formation (taille de la classe, modèles de diagnostic d'apprentissage et d'encouragement, modèles pédagogiques et didactiques, offre concrète de cours de soutien et d'encouragement, soutien des entreprises formatrices, encadrement professionnel individuel, autres mesures d'accompagnement) ?
- Comment la coordination des différentes mesures est-elle organisée au cours de la formation ? Qui est responsable de la coordination ? Quelle procédure a fait ses preuves ?
- Comment la coopération entre les lieux de formation est-elle organisée ? Comment les personnes concernées l'évaluent-elles ? Quelles formes de coopération ont du succès ?
- De quels profils de compétences les responsables de la formation professionnelle ont-ils besoin pour pouvoir effectuer les tâches de soutien qui leur ont été attribuées (compétences de base, compétences supplémentaires et stratégies de qualification correspondantes) ?
- Dans quelle mesure les différentes mesures de soutien visant la réussite du processus de formation sont-elles efficaces dans l'ensemble et par rapport aux domaines à problème spécifiques ?

Organisation des interfaces lors du passage II

- Combien de personnes ayant terminé une formation AFP s'engagent dans une formation CFC ?
- Quelles sont les perspectives d'emploi à court et à long terme des jeunes professionnels titulaires d'une AFP ou après une année de préparation à la formation professionnelle initiale (salaire, stabilité/précarité, accès à des formations continues) ?
- Dans quelle mesure la formation professionnelle initiale de deux ans et l'année de préparation à la formation professionnelle initiale couvrent-elles les besoins du marché du travail ?

Conclusions

- Dans quelle mesure la formation professionnelle initiale de deux ans avec AFP contribue-t-elle au développement de la formation professionnelle conformément à la vision, aux objectifs et à la stratégie du centre de prestations Formation professionnelle⁴ ? Quel besoin d'action en ressort-il ?
- A quel degré les partenaires ont-ils pu être impliqués dans le développement de l'AFP ?
- Le niveau de formation/le profil d'exigences correspond-il au public cible des AFP ?
- Quelles mesures doivent être prises pour les futures formations AFP (liste des mesures proposées et pondérées) ?
- Où les possibilités de soutien et d'individualisation dans la formation AFP arrivent-elles aux limites de la capacité d'intégration de la formation professionnelle ?

2.3 Documents

Les documents mentionnés ci-après constituent des bases de travail importantes. Ils peuvent être consultés et téléchargés sur le site Internet <http://www.bbt.admin.ch> ou être commandés auprès de l'OFFT.

- Bases légales : <http://www.bbt.admin.ch/themen/berufsbildung/00104/00375/index.html?lang=fr>
- Foire aux questions (FAQ) :
<http://www.bbt.admin.ch/themen/berufsbildung/00104/00362/00380/index.html?lang=fr>
- Réforme de la formation professionnelle :
<http://www.bbt.admin.ch/themen/berufsbildung/00104/00357/index.html?lang=fr>
<http://www.bbt.admin.ch/themen/berufsbildung/00104/00358/index.html?lang=fr>

⁴ OFFT : « Formation professionnelle. Le parcours des professionnels ». Projet du 6 juin 2007, Berne

- Recommandations CSFO : <http://www.berufsberatung.ch/dyn/2043.asp>
- Charte de l'OFFT : <http://www.bbt.admin.ch/bbt/leitbild/index.html?lang=fr>
- Manuel pour la formation professionnelle initiale :
<http://www.bbt.admin.ch/themen/grundbildung/00107/00365/index.html?lang=fr>
- Liste des ordonnances en vigueur :
<http://www.bbt.admin.ch/themen/berufsbildung/00104/index.html?lang=fr>
- Guide pour la formation professionnelle initiale de deux ans :
<http://www.bbt.admin.ch/themen/grundbildung/00107/00365/index.html?lang=fr>
- Guide pour l'encadrement individuel des jeunes dans la formation professionnelle initiale :
<http://www.bbt.admin.ch/themen/grundbildung/00107/00365/index.html?lang=fr>
- Formation professionnelle. Le parcours des pros. Vision, stratégie et objectifs. Projet du 6 juin 2007, Berne
- Marliese Kammermann, Bettina Hübscher, Ursula Scharnhorst : Standortbestimmung Zweijährige berufliche Grundbildung mit eidgenössischem Berufsattest (EBA). Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik Zürich et Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle (IFFP), Zollikofen, 14 janvier 2009. *Document interne non publié, peut être demandé auprès de l'OFFT (non disponible en français).*
- Konzept zur Evaluation der Projektförderung gemäss Berufsbildungsgesetz vom 3.7.2008 (document non disponible en français)

3 Aspects formels

3.1 Mandat

Le présent mandat est composé des prestations à fournir ci-après :

- prise en compte de la documentation concernant les formations professionnelles initiales de deux ans avec AFP entrées en vigueur ;
- prise en compte de sources de données (par ex. statistiques) ;
- comparaisons de branches ;
- comparaisons des régions linguistiques ;
- description d'exemples de bonnes pratiques (best practice) ;
- établissement de rapports comportant des conclusions et des recommandations tant orales qu'écrites. Le rapport final doit être livré avec un résumé. Les standards de la Société suisse d'évaluation (SEVAL) doivent être respectés.

3.2 Calendrier

Appel d'offres	30.06.2009
Évaluation des offres	30.07.2009
Présentation des offres	30.8.2009
Attribution du mandat et conclusion du contrat	15.09.2009
Précision du mandat avec le groupe d'accompagnement	20.09.2009
Lancement et déroulement de l'évaluation	01.10.2009
Rapport sur l'avancement des travaux	01.12.2009

Rapport intermédiaire	01.02.2010
Première version du rapport final	31.07.2010
Version définitive du rapport final	31.09.2010

3.3 *Collaboration avec le mandant*

Un groupe d'accompagnement constitué de personnes internes et externes à l'administration a été mis en place afin d'assurer le suivi de l'évaluation au niveau du contenu. Il est impliqué au processus d'évaluation à différentes occasions (séance de lancement, établissement du rapport intermédiaire, établissement du rapport final) et s'assure que les personnes chargées de l'évaluation disposent des informations nécessaires au bon déroulement de leur travail. Il contribue en outre à la diffusion des connaissances dégagées dans le cadre de l'évaluation.

Une étroite collaboration et des rapports réguliers sont également attendus vis-à-vis du mandant. Ce dernier est dans tous les cas le seul interlocuteur du mandataire.

3.4 *Contenu des offres*

Les offres doivent comporter les éléments suivants :

- avis critique sur le mandat ;
- proposition de marche à suivre avec concept, méthodes et étapes de l'évaluation ;
- définition des tâches des évaluateurs et du mandant ;
- calendrier et différentes étapes ;
- devis, tarifs horaires compris (ventilation des coûts entre les différentes étapes de travail) ;
- données sur les collaborateurs engagés, y compris profils de qualification et références ;

Les offres ne doivent pas dépasser 10 pages (sans les annexes).

3.5 *Critères d'attribution*

Les offres déposées seront évaluées selon les critères suivants :

- qualité des offres (compréhension du mandat, respect du cahier des charges, concept d'évaluation, planification) ;
- données sur la structure du rapport final ;
- coûts / récapitulatif des coûts ;
- assurance qualité (flux d'information, mesures de soutien) ;
- organisation et qualification de l'équipe de projet (expérience dans les domaines de l'évaluation et de la formation sanctionnée par une attestation, connaissance du système suisse de formation professionnelle).

3.6 *Frais*

Le mandat ne doit pas dépasser l'enveloppe financière prévue de 100 000 à 150 000 francs, TVA comprise.

3.6 *Dépôt*

Pour toute question concernant l'appel d'offres, s'adresser à la personne de contact mentionnée ci-dessous.

3.7 *Personne de contact*

Madame

Rosmarie Gygax

Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie

Secteur PPD

Effingerstrasse 27

3003 Berne

Courriel : <mailto:rosmarie.gygax@bbt.admin.ch>

Tél : +41 (0)31 324 90 04 ; Fax : +41 (0)31 324 96 19

Les offres peuvent être déposées d'ici au **15 juin 2009** auprès de la personne de contact. Elles doivent être rédigées en français ou en allemand et soumises en deux exemplaires, l'un sous forme papier et l'autre par voie électronique.

3.8 *Clauses du contrat*

Le mandat est soumis aux conditions générales de la Confédération relatives à l'achat de services. Le dépôt des offres est gratuit. Les offres doivent avoir une validité d'au moins 45 jours après le délai de remise. Le mandant effectue les éventuels paiements dans les 30 jours suivants la date de réception de la facture. Le paiement s'effectue en francs suisses.



Bern, 27. Mai 2009

Evaluation der zweijährigen beruflichen Grundbildung mit eidgenössischem Berufsattest (EBA)

Pflichtenheft

1	AUSGANGSLAGE UND ZIELSETZUNG.....	2
1.1	AUSGANGSLAGE	2
1.2	ZIELSETZUNG	2
2	FRAGESTELLUNGEN	3
2.1	INHALT	3
2.2	FRAGESTELLUNGEN	3
2.3	DOKUMENTE	4
3	FORMALE ASPEKTE.....	5
3.1	AUFTRAG	5
3.2	ZEITPLAN	5
3.3	ZUSAMMENARBEIT MIT DER AUFTRAGGEBERIN	5
3.4	INHALT DER OFFERTE.....	6
3.5	ZUSCHLAGSKRITERIEN	6
3.6	EINREICHUNG	6
3.7	KONTAKTPERSON.....	6
3.8	VERTRAGSBEDINGUNGEN	7

1 Ausgangslage und Zielsetzung

Das vorliegende Dokument dient den interessierten Personen und Unternehmen als Pflichtenheft und Arbeitsgrundlage für die Offertstellung. Es erläutert den Hintergrund des Auftrags, den Inhalt des Mandats, die Projektorganisation und informiert über die Form der Offerte.

1.1 Ausgangslage

Das Bundesamt für Berufsbildung und Technologie (BBT) misst der Evaluationstätigkeit im Rahmen eines umfassenden Verständnisses von Controlling einen hohen Stellenwert bei. Dies vor dem Hintergrund, dass der Bundesrat die Ämter, die Departements und die Bundeskanzlei aufforderte, eine Amtsstrategie für Wirksamkeitsüberprüfungen zu entwickeln sowie verantwortliche Stellen mit den notwendigen Ressourcen zur Durchführung und Begleitung dieser Wirksamkeitsüberprüfungen auszustatten.¹² Bezüglich der Berufsbildung wird zudem in Artikel 66 der Berufsbildungsverordnung BBV festgehalten, dass die Gewährung eines Beitrags für Projekte an die Evaluation der getroffenen Massnahmen geknüpft ist. Das Berufsbildungsgesetz (BBG) sieht schliesslich vor, dass die Entwicklung der Berufsbildung – für die die Projektförderung gemäss BBG verantwortlich ist – kontinuierlich überprüft werden muss. Deshalb hat das BBT gemeinsam mit Interface, Institut für Politikstudien Luzern, ein Gesamtkonzept zur Evaluation des Leistungsbereichs Berufsbildung erstellt.³ Darin sind verschiedene Themen angesprochen, die bis Ende 2009 evaluiert werden sollen. Die Ergebnisse dieser Evaluationsstudien sollen in die wissenschafts- und bildungspolitischen Ziele und Massnahmen zur Förderung von Bildung, Forschung und Innovation (BFI-Botschaft) 2010 bis 2014 einfließen.

1.2 Zielsetzung

Eines der Themen, welches das Evaluationskonzept zur Bearbeitung vorsieht, ist die zweijährige berufliche Grundbildung mit eidgenössischem Berufsattest (EBA). Dieses neue Ausbildungsangebot wurde mit dem Berufsbildungsgesetz (BBG) vom 13. Dezember 2002, Art. 17 Abs. 2, eingeführt. Die ersten Bildungsverordnungen traten am 1. Januar 2005 in Kraft. Derzeit sind 20 Bildungsverordnungen in Kraft getreten, weitere 14 Umsetzungen sind bis 2011 geplant. Ende 2007 waren mehr als 5000 Lehrverträge EBA registriert. Die zweijährige berufliche Grundbildung mit eidgenössischem Berufsattest richtet sich an ein spezifisches Zielpublikum. Es war dem Gesetzgeber ein Anliegen, dass bei der Ausgestaltung der EBA die individuellen Bedürfnisse der Lernenden besonders berücksichtigt werden. Gemäss dem Leitfaden des BBT zur zweijährigen beruflichen Grundbildung ist das EBA eine Lösung für junge Menschen und Erwachsene mit hauptsächlich praktischen Fähigkeiten. Die zweijährige berufliche Grundbildung sieht eine fachkundige individuelle Begleitung von Lernenden vor (BBG Art. 18). Diese Begleitung wird durch die Kantone auf der Grundlage der vom Bund definierten Rahmenbedingungen angeboten. Zudem ist die Durchlässigkeit vom EBA zum eidgenössischen Fähigkeitszeugnis (EFZ) ein wichtiges Prinzip: Kein Abschluss ohne Anschluss.

Vier Jahre nach den ersten genehmigten Lehrverträgen EBA und drei Jahre nach den ersten Qualifikationsverfahren EBA möchte das BBT eine erste Evaluation durchführen. Diese soll untersuchen, ob die Ziele der zweijährigen beruflichen Grundbildung erreicht werden und gleichzeitig mögliche Verbesserungsmassnahmen für diesen Grundbildungstyp aufzeigen. Die Evaluation ist als lernorientierte Evaluation zu konzipieren. Sie soll den für Berufsreformen verantwortlichen Personen Handlungswissen zur Optimierung des Ausbildungsprozesses und zur Qualitätssicherung liefern, sowie Wirkungszusammenhänge aufzeigen. Eine differenzierte inhaltliche Analyse soll Fragen zu folgenden Schwerpunkten beantworten:

¹ Schweizerischer Bundesrat (2004): Umsetzung von Artikel 170 BV/Verstärkung der Wirksamkeitsüberprüfung, Bern. 3. November.

² Bundesamt für Justiz (2006): Entscheide des Bundesrats vom 3. November 2004 zur Verstärkung der Wirksamkeitsüberprüfungen bei Bundesrat und Bundesverwaltung (ergänzt durch die Empfehlungen der Generalsekretärenkonferenz (GSK) vom 19. Dezember 2005 über Qualitätsstandards). Konsolidierte Übersicht über die Entscheide. Empfehlungen zum Zeitpunkt der Umsetzung, Bern.

³ Konzept zur Evaluation der Projektförderung gemäss Berufsbildungsgesetz vom 3.7.2008

- Gestaltung der Schnittstellen am Übergang I (von der obligatorischen in die nachobligatorische Ausbildung)
- Gestaltung des Ausbildungsverlaufs
- Gestaltung der Schnittstelle am Übergang II (vom EBA in den Arbeitsmarkt)

Die Herausarbeitung von Best-Practice-Beispielen ermöglicht, die Gestaltung des Ausbildungsprozesses möglichst optimal auf die Bedürfnisse der Lernenden anzupassen. Die individuelle Begleitung ist nicht Gegenstand dieser Evaluation.

2 Fragestellungen

2.1 Inhalt

Bei der zweijährigen beruflichen Grundbildung mit EBA handelt es sich um ein neu geschaffenes Ausbildungsgefäss. Mit der Evaluation soll sichtbar gemacht werden, ob sich die zweijährigen beruflichen Grundbildungen aus Sicht der Lernenden, der Berufsbildungsverantwortlichen und der Arbeitgebenden bewähren. Gegenstand der Untersuchung sind bereits in Kraft getretene EBA und die damit verbundene Gestaltung der oben erwähnten Schwerpunktbereiche. Dabei sollen die EBA nicht isoliert betrachtet, sondern im Zusammenhang des gesamten Berufsbildungssystems interpretiert werden und zwar mit den dreijährigen beruflichen Grundbildungen mit eidgenössischem Fähigkeitszeugnis (EFZ) einerseits und den verschiedenen kantonalen Vorbereitungsangeboten auf die berufliche Grundbildung nach Art. 12 Berufsbildungsgesetz (BBG) andererseits. Die EBA sollen im Kontext der beiden Schnittstellen am Übergang I und am Übergang II betrachtet werden.

2.2 Fragestellungen

Die Evaluation soll folgende Fragen beantworten:

Gestaltung der Schnittstelle am Übergang I

- Wie gestaltet sich der Übergang von der Sekundarstufe I in die zweijährige berufliche Grundbildung: Inwiefern finden diejenigen Jugendlichen den Einstieg in die zweijährige berufliche Grundbildung, für welche sie laut Berufsbildungsgesetz und Leitfaden konzipiert wurde?
- Inwiefern sind Ausbildungen mit tieferem Anforderungsprofil (Vorbereitung auf die berufliche Grundbildung nach Art. 12 BBG, praktische Ausbildung INSOS, IV-Anlehre) Zubringer zum EBA? Wie hoch ist der Anteil der Jugendlichen, die über solche Zubringer in die EBA Ausbildung kommen?
- Lassen sich Personengruppen eruieren, denen der Einstieg nicht gelingt? Lassen sich Kriterien für einen nicht gelungenen Einstieg finden?
- Welche unterstützenden Faktoren verhelfen dem Individuum zu einem erfolgreichen Eintritt in die zweijährige berufliche Grundbildung? Welche Faktoren sind besonders wichtig?
- Wie gut bewirken die Massnahmen auf der systemischen Ebene einen erfolgreichen Eintritt in eine zweijährige berufliche Grundbildung?
- Wie beurteilen die Berufsbildungsverantwortlichen in den Betrieben das EBA als geeignet für die Zielgruppe? Nach welchen Kriterien nehmen sie die Jugendlichen in die EBA Ausbildung auf?
- Gestalten die Kantone eine Triage zwischen EBA und EFZ? Nach welchen Kriterien wird sie vorgenommen? Welches Vorgehen hat sich bewährt?

Gestaltung des Ausbildungsprozesses

- Wie viele Lehrvertragsauflösungen finden während des Ausbildungsverlaufs statt? Welche Faktoren sind dabei bestimmend?
- Wie ist das Verhältnis von Lehrvertragsauflösungen EBA im Vergleich zu Lehrvertragsauflösungen EFZ?
- Wie viele Lernende schliessen die Ausbildung erfolgreich ab?
- Welche Möglichkeiten eines Ausbildungsabbruchs werden von den Kantonen bei Nichtbestehen des Qualifikationsverfahrens angeboten?

- Welche Unterstützungsmassnahmen während der Ausbildung werden angeboten (Klassengrösse, lern- und förderdiagnostische Modelle, pädagogisch-didaktische Modelle, konkretes Angebot an Stütz- und Förderkursen, Unterstützung der Lehrbetriebe, fachkundige individuelle Begleitung, weitere flankierende Massnahmen)?
- Wie ist die Koordination einzelner Massnahmen während der Ausbildung organisiert? Wer ist für die Koordination zuständig? Welches Vorgehen hat sich bewährt?
- Wie ist die Lernortkooperation organisiert? Wie beurteilen dies die Beteiligten? Welche Kooperationsformen sind erfolgreich?
- Welche Kompetenzprofile benötigen Berufsbildungsverantwortliche, um die ihnen übertragenen Unterstützungsaufgaben wahrnehmen zu können (Grundkompetenzen, zusätzliche Kompetenzen und entsprechende Qualifizierungsstrategien)?
- Wie wirksam sind die einzelnen Unterstützungsmassnahmen insgesamt und bezüglich spezifischer Problembereiche, die im Hinblick auf einen erfolgreichen Ausbildungsverlauf angestrebt werden?

Gestaltung der Schnittstelle am Übergang II

- Wie viele Abgängerinnen und Abgänger treten in eine EFZ-Ausbildung über?
- Wie gestaltet sich die kurz- und längerfristige Arbeitsperspektive der jungen Berufsleute mit EBA oder nach einem Vorbereitungsjahr auf die berufliche Grundbildung (Lohn, Stabilität bzw. Prekariät, Zugang zu Weiterbildung)?
- Inwiefern decken die zweijährige berufliche Grundbildung und das Vorbereitungsjahr auf die berufliche Grundbildung die Bedürfnisse des Arbeitsmarktes ab?

Schlussfolgerung

- Inwiefern wird durch die zweijährige berufliche Grundbildung mit eidgenössischem Berufsattest die Entwicklung der Berufsbildung gemäss Vision, Zielen und Strategie des Leistungsbereichs Berufsbildung⁴ erreicht? Welcher Handlungsbedarf ergibt sich daraus?
- Wie gut ist es gelungen, die Partner in die Entwicklung der EBA einzubeziehen?
- Entspricht das Bildungsniveau/Anforderungsprofil dem Zielpublikum EBA?
- Welcher Handlungsbedarf besteht für künftige EBA Ausbildungen (Liste von vorgeschlagenen, gewichteten Massnahmen)?
- Wo stossen die Möglichkeiten der Unterstützung und Individualisierung in der EBA-Ausbildung an die Grenzen der Integrationsfähigkeit der Berufsbildung?

2.3 Dokumente

Die folgenden Dokumente gelten als wichtige Arbeitsgrundlage. Sie stehen entweder auf der Homepage www.bbt.admin.ch zur Verfügung oder können beim BBT angefordert werden.

- Gesetzliche Grundlagen
<http://www.bbt.admin.ch/themen/berufsbildung/00104/00375/index.html?lang=de>
- Häufig gestellte Fragen (FAQ):
<http://www.bbt.admin.ch/themen/berufsbildung/00104/00362/00380/index.html?lang=de>
- Berufsbildungsreform
<http://www.bbt.admin.ch/themen/berufsbildung/00104/00357/index.html?lang=de>
<http://www.bbt.admin.ch/themen/berufsbildung/00104/00358/index.html?lang=de>
- Empfehlungen SDBB: <http://www.sdbb.ch/dyn/2043.asp>
- Leitbild des BBT: <http://www.bbt.admin.ch/bbt/leitbild/index.html?lang=de>
- Handbuch berufliche Grundbildung:
<http://www.bbt.admin.ch/themen/grundbildung/00107/00365/index.html?lang=de>

⁴ BBT: Berufsbildung – der Weg der Profis. Entwurf vom 6. Juni 2007, Bern

- Liste in Kraft getretene Verordnungen:
<http://www.bbt.admin.ch/themen/grundbildung/00470/index.html?lang=de>
- Leitfaden zweijährige berufliche Grundbildung
<http://www.bbt.admin.ch/themen/grundbildung/00107/00366/index.html?lang=de>
- Leitfaden Individuelle Begleitung von Lernenden in der beruflichen Grundbildung
<http://www.bbt.admin.ch/themen/grundbildung/00107/00366/index.html?lang=de>
- Berufsbildung. Der Weg der Profis. Vision, Strategie und Ziele. Entwurf vom 6. Juni 2007, Bern.
- Marliese Kammermann, Bettina Hübscher, Ursula Scharnhorst: Standortbestimmung Zweijährige berufliche Grundbildung mit eidgenössischem Berufsattest (EBA). Interkantonale Hochschule für Heilpädagogik Zürich und Eidgenössisches Hochschulinstitut für Berufsbildung Zollikofen, 14. Januar 2009. *Unveröffentlichtes internes Dokument, zu beziehen beim BBT.*
- Konzept zur Evaluation der Projektförderung gemäss Berufsbildungsgesetz vom 3.7.2008

3 Formale Aspekte

3.1 Auftrag

Der Auftrag des vorliegenden Mandats setzt sich aus folgenden zu erbringenden Leistungen zusammen:

- Einbezug der Dokumentationen über die in Kraft getretenen zweijährigen beruflichen Grundbildungen mit EBA.
- Einbezug bestehender Datenquellen (z.B. Statistiken)
- Branchenvergleiche
- Sprachregionale Vergleiche
- Beschreibung von Best-Practice-Beispielen
- Berichterstattung mit Schlussfolgerungen und Empfehlungen sowohl mündlich als auch schriftlich. Der Schlussbericht ist mit einer Zusammenfassung abzuliefern. Die Standards der Schweizerischen Evaluationsgesellschaft SEVAL sind einzuhalten.

3.2 Zeitplan

Offerteinreichung	30.06.2009
Offertevaluation	30.07.2009
Präsentation der Offerten	30.8.2009
Auftragserteilung und Vertragsabschluss	15.09.2009
Präzisierung des Auftrags mit der Begleitgruppe	20.09.2009
Beginn Durchführung der Evaluation	01.10.2009
Statusbericht	01.12.2009
Zwischenbericht	01.02.2010
Schlussbericht 1. Version	31.07.2010
Schlussbericht definitiv	31.09.2010

3.3 Zusammenarbeit mit der Auftraggeberin

Zur inhaltlichen Begleitung der Evaluation wurde eine Begleitgruppe aus verwaltungsinternen und auch –externen Personen eingesetzt. Diese wird zu verschiedenen Zeitpunkten (Kick-off Veranstal-

tung, Zwischenberichterstattung, Schlussberichterstattung) in den Evaluationsprozess einbezogen und stellt sicher, dass den Evaluierenden die notwendigen Informationen zur Durchführung ihrer Arbeit zur Verfügung stehen. Zudem trägt sie zur Diffusion des Wissens, welches im Zusammenhang mit der Evaluation erarbeitet wird, bei.

Es wird zudem eine enge Zusammenarbeit und regelmässige Berichterstattung gegenüber der Auftraggeberin erwartet. Sie ist in allen Belangen alleinige Ansprechpartnerin des/der Auftragnehmer/in.

3.4 *Inhalt der Offerte*

Es wird erwartet, dass in der Offerte die im Folgenden aufgeführten Elemente enthalten sind:

- Kritische Stellungnahme zum Auftrag
- Vorgehensvorschlag mit Konzeption, Methoden und Arbeitsschritten der Evaluation
- Definition der Aufgaben der Evaluierenden sowie der Auftraggeberin
- Zeitplan und Meilensteine
- Kostenvoranschlag inklusive Stundenansätze (die Kosten sind den einzelnen Arbeitsschritten zuzuordnen)
- Angaben zu den eingesetzten Mitarbeiter/innen inklusive Qualifikationsprofile und Referenzen

Die Offerte darf den Umfang von 10 Seiten (ohne Anhang) nicht überschreiten

3.5 *Zuschlagskriterien*

Die eingegangenen Offerten werden nach folgenden Kriterien beurteilt:

- Qualität der Offerte (Verständnis des Auftrags, Orientierung am Pflichtenheft, Evaluationsdesign, Planung)
- Angaben zur Gestaltung des Schlussberichts
- Kosten(-zusammenstellung)
- Qualitätssicherung (Informationsfluss, Unterstützungsmassnahmen)
- Organisation und Qualifikation des Projektteams (Erfahrungen in den Bereichen Evaluation und Attestausbildung, Kenntnisse des Berufsbildungssystems der Schweiz)

3.6 *Kosten*

Das Mandat sollte den Kostenrahmen von 100'000 bis 150'000.- Franken inklusive Mehrwertsteuer nicht überschreiten.

3.6 *Einreichung*

Bei Rückfragen zur Ausschreibung wenden Sie sich bitte an untenstehende Kontaktperson.

3.7 *Kontaktperson*

Frau
Rosmarie Gygax,
Bundesamt für Berufsbildung und Technologie
Ressort P&E
Effingerstrasse 27
3003 Bern

E-mail: rosmarie.gygax@bbt.admin.ch

Tel : ++41 (0)31 324 90 04, Fax ++41 (0)31 324 96 19;

Die Offerten können bis am **30. 06. 2009** bei der Kontaktperson eingereicht werden. Die Offerte ist in Deutsch oder Französisch abzufassen. Dabei wird die Zustellung einer Papierversion und einem Exemplar in elektronischer Form gewünscht.

3.8 *Vertragsbedingungen*

Das Mandat unterliegt den Allgemeinen Geschäftsbedingungen des Bundes für Dienstleistungsverträge. Die Einreichung der Offerte erfolgt unentgeltlich. Die Offerte muss mindestens 45 Tage über die Eingabefrist gültig sein. Die Auftraggeberin leistet fällige Zahlungen innerhalb von dreissig Tagen nach Erhalt der Rechnung. Die Bezahlung erfolgt in Schweizer Franken.